



## Simim sc

**Lenneke Marelaan 8 b5 - 1932 Zaventem**

TVA : BE 0455.701.446 - RPR Bruxelles

### **Rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des associés du 21 juin 2023**

Chers associés,

Conformément au Code des sociétés et aux Statuts, nous avons l'honneur de vous présenter les comptes annuels de la sc Simim, clôturés au 31 décembre 2022, et de vous rendre compte de notre gestion au cours de ce même exercice. Les comptes annuels ont été établis conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, en ce compris l'arrêté royal du 25 avril 2014.

#### ***1. Droits de l'exercice 2022***

Par rapport à 2021, les droits comptabilisés en 2022 ont augmenté de 10,08 % pour atteindre un total de 23.334.585,90 euros (contre 21 197 208,70 euros en 2021). Les droits comptabilisés en 2022 sont non seulement supérieurs aux droits comptabilisés annuellement avant le corona mais dépassent même ceux de l'année record de 2015, au cours de laquelle les droits s'élevaient à 23 284 845 euros .

##### **1.1. Rémunération équitable**

Les perceptions totales pour la rémunération équitable en 2022 (incluant la radiodiffusion et la diffusion de musique dans les entreprises ainsi que les perceptions basées sur des accords de réciprocité) ont augmenté de manière significative pour atteindre 14 654 942,00 euros (contre 12 159 440,84 euros en 2021).

Les perceptions pour la radiodiffusion ont baissé et s'élèvent à 1 925 365,58 euros en 2022 (contre 2 039 547,29 euros en 2021).

La part de la Simim dans les montants perçus au titre de la rémunération équitable pour la diffusion dans les lieux publics a augmenté de 34,10 %. Ainsi, avec un total de 10 743 208,35 euros, ces perceptions sont nettement supérieures aux perceptions de 2021 (8 011 351,19 euros en 2021). Ventilées, ces perceptions s'élèvent à 5 016 548,62 euros (contre 3 727 136,72 euros

en 2021) pour le secteur Horeca/discothèques-dancings, 2 421 551,53 euros (contre 1 157 321,43 euros en 2021) pour le secteur socioculturel et les salles de cinéma, 1 925 668,43 euros (contre 1 844 519,01 euros en 2021) pour les commerces, 755 435,04 euros (contre 673 936,98 euros en 2021) pour les salons de coiffure et d'esthétique et 624 004,73 euros (contre 607 507,54 euros en 2021) pour le secteur des services.

La perception des droits pour la diffusion de musique dans les entreprises a baissé en 2022 pour atteindre 1 937 661,14 euros (contre 2 036 063,91 euros en 2021).

### **1.2. Droits de reproduction**

Les droits pour le simulcasting/podcasting/webcasting s'élèvent à 381 485,30 euros (contre 254 943,72 euros en 2021).

Les droits pour la musique d'ambiance s'élèvent à 669 012,76 euros (contre 918 104,38 euros en 2021).

Les droits pour l'exploitation des licences DJ s'élèvent à 439 213,87 euros (contre 235 091,11 euros en 2021).

Les droits pour la reproduction de musique dans des productions audiovisuelles destinées à la TV s'élèvent à 1 546 962,20 euros (contre 1 493 578,38 euros en 2021).

### **1.3. Droits de communication au public**

La perception des droits pour la diffusion de musique sur les sites Internet et pour la musique d'attente s'élève à 247 237,34 euros en 2022 (contre 259 640,85 euros en 2021).

### **1.4. Copie privée**

Les perceptions pour la copie privée en 2022 (basées sur les revenus d'Auvibel en 2021) s'élèvent à 1 990 997,88 euros (contre 2 572 117,69 euros en 2021). Les perceptions pour le droit de prêt s'élèvent à 46 095,73 (contre 49 480,09 en 2021)

### **1.5. Retransmission par câble**

Les droits nets du câble s'élèvent à 3 331 125,01 euros en 2022 (contre 3 251 517,37 euros en 2021).

## ***2. Présentation des comptes annuels***

L'exercice s'est clôturé le 31 décembre 2022 avec un bénéfice de 18,53 euros et un total, au bilan, de 38 022 904,44 euros.

Les capitaux propres ont légèrement augmenté, passant de 97 616,23 euros au 31 décembre 2021 à 97 634,76 euros au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2022, les dettes résultant de l'activité de gestion des droits s'élèvent à 37.075.513,82 EUR et les autres dettes à 849.755,86 euros.

### 3. Présentation des données par rubrique de perception

|   |  |                  |
|---|--|------------------|
| A | Droits perçus  | 23.867.282 euros |
| B | Frais de gestion   | 3.377.915 euros  |
| C | Produits financiers  | - euros          |
| D | Droits en attente de perception                                | 1.086.948 euros  |
| E | Droits perçus répartis   | 17.254.829 euros |
| F | Droits payés   | 18.366.182 euros |
| G | Droits perçus non répartis                                     | 31.998.654 euros |
| H | La ventilation par année de collecte est présentée au point 4. |                  |
| I | Droits répartis en attente de paiement                         | 3.989.912 euros  |
| J | La ventilation par année de collecte est présentée au point 4. |                  |
| K | Sommes non répartissables                                      | - euros          |

**Les droits perçus (A) en 2022** correspondent à tous les droits (relatifs à l'exercice clôturé ou aux exercices précédents) qui ont été perçus en 2022 et qui se retrouvent dans le tableau des flux de trésorerie.

Le montant de la **commission pour la gestion des droits (B)** déduit des perceptions couvre les frais de fonctionnement de la société de gestion, dont un montant de 47 732,17 euros pour couvrir la contribution légale au fonds organique (soit 0,2 % pour le Service de contrôle) et le résultat de l'exercice (18,53 euros). Depuis l'exercice de 2015, c'est la commission qui constitue le chiffre d'affaires de l'exercice. Les coûts qui n'ont pas pu être affectés directement (coûts indirects) ont été répartis au prorata des perceptions.

Conformément à l'article XI. 251 CDE et à la décision de l'Assemblée Générale du 14 juin 2018, les **revenus provenant du placement** des revenus des droits (C) ne sont pas présentés séparément mais déduits des frais de gestion de la société (B).

À la fin de l'exercice 2022, il y a 1 086 947,55 euros de droits comptabilisés **en attente de perception (D)** car leur perception n'est pas incertaine.

Deux grandes répartitions ont été effectuées en 2022, comme d'habitude en juin et en décembre. A cette occasion, des droits d'un montant total de 17.254.829,23 euros ont été **répartis (E)** et attribués (hors TVA et avant déduction du précompte mobilier).

Un montant total de 18 366 181,51 euros (hors TVA et avant déduction du précompte mobilier) a été **versé** en 2022 (F), et ce au titre des droits attribués au cours de l'année 2022 ou des années précédentes.

Le montant total à payer au titre des **droits perçus non répartis (G)** est de 31 998 653,79 euros au 31 décembre 2022.

Le montant total à payer au titre des **droits répartis en attente de paiement (I)** est de 3 989 912,48 euros au 31 décembre 2022. Le paiement des droits répartis est effectué à la réception d'une facture de l'ayant droit assujetti à la TVA et d'un formulaire 276R pour l'ayant droit étranger dans le cadre d'accords visant à éviter la double imposition.

Le calcul et la ventilation des **sommes non répartissables** (K) sont effectués après la clôture de l'exercice afin de les distribuer au cours de l'année suivante sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale. En concertation avec le service d'audit, il est envisagé d'adapter cette procédure afin qu'à l'avenir ces montants soient déjà disponibles à la fin de l'exercice.

#### ***4. Présentation des données par rubrique de collecte***

Voir pages suivantes.

## ARTICLE 23: PARTIE 1 - LES DROITS - REPRODUCTION

|          |  | REPRODUCTION [A]             |                                  |
|----------|--|------------------------------|----------------------------------|
| <b>A</b> | DROITS PERÇUS  | 2.916.617 €                  |                                  |
| <b>B</b> | DÉDUCTIONS EFFECTUÉES SUR LES DROITS PERÇUS POUR FINANCER LES FRAIS DE GESTION | 331.247 €                    |                                  |
| <b>C</b> | PRODUITS FINANCIERS ENCAISSÉS PROVENANT DE LA GESTION DES DROITS PERÇUS        | -                            |                                  |
| <b>D</b> | DROITS EN ATTENTE DE PERCEPTION  | 320.348 €                    |                                  |
| <b>E</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS   | 3.059.217 €                  |                                  |
| <b>F</b> | DROITS PAYÉS   | 2.801.298 €                  |                                  |
| <b>G</b> | TOTAL DES DROITS PERÇUS NON ENCORE RÉPARTIS                                    | 5.804.450 €                  |                                  |
| <b>H</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   | DROITS NON RÉPARTIS RÉSERVÉS | DROITS NON RÉPARTIS NON RÉSERVÉS |
|          | 2022   | 64.310 €                     | 2.119.958 €                      |
|          | 2021   | 507.120 €                    | 413.114 €                        |
|          | 2020   | 481.590 €                    | 215.020 €                        |
|          | 2019   | 449.677 €                    | 59.521 €                         |
|          | 2018   | 407.846 €                    | 122.214 €                        |
|          | 2017   | 443.724 €                    | 93.932 €                         |
|          | 2016   | 38.806 €                     | 110.973 €                        |
|          | 2015   | 35.926 €                     | 16.151 €                         |
|          | 2014   | 21.187 €                     | 76.765 €                         |
|          | 2013   | 15.280 €                     | 39.571 €                         |
|          | 2012   | 22.207 €                     | 13.666 €                         |
|          | 2011   | 4.041 €                      | 21.686 €                         |
|          | 2010   | 648 €                        | 2.279 €                          |
|          | 2009   | 1 €                          | 1.662 €                          |
|          | 2008   | - €                          | 824 €                            |
|          | 2007   | - €                          | 1.329 €                          |
|          | 2006   | - €                          | 76 €                             |
|          | 2005   | - €                          | 210 €                            |
|          | 2004   | - €                          | 1.279 €                          |
|          | 2003   | - €                          | 1.541 €                          |
|          | 2002   | - €                          | 317 €                            |
| <b>I</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS EN ATTENTE DE PAIEMENT                                  | 1.268.696 €                  |                                  |
| <b>J</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   |                              |                                  |
|          | 2022   | 1.006.660 €                  |                                  |
|          | 2021   | 172.158 €                    |                                  |
|          | 2020   | 33.191 €                     |                                  |
|          | 2019   | 13.022 €                     |                                  |
|          | 2018   | 19.748 €                     |                                  |
|          | 2017   | 6.300 €                      |                                  |
|          | 2016   | 7.845 €                      |                                  |
|          | 2015   | 3.665 €                      |                                  |
|          | 2014   | 901 €                        |                                  |
|          | 2013   | 2.803 €                      |                                  |
|          | 2012   | 732 €                        |                                  |
|          | 2011   | 361 €                        |                                  |
|          | 2010   | 1.293 €                      |                                  |
|          | 2009   | 17 €                         |                                  |
| <b>K</b> | TOTAL DES SOMMES NON RÉPARTISSABLES  | -                            |                                  |

## ARTICLE 23: PARTIE 2 - FRAIS DE GESTION - REPRODUCTION

|          |  | REPRODUCTION |
|----------|--|--------------|
| <b>A</b> | TOTAL DES FRAIS*   | 331.247 €    |
| <b>B</b> | FRAIS LIÉS À LA GESTION DE DROITS*                                 | 326.566 €    |
| <b>C</b> | RATIO = MONTANT DE LA LIGNE B/DROITS PERÇUS AU COURS DE L'EXERCICE | 11,20%       |

\* (Y INCLUS LES FRAIS FINANCIERS)

**ARTICLE 23: PARTIE 1 - LES DROITS - COMMUNICATION PUBLIQUE**

|          |  | <b>COMMUNICATION PUBLIQUE [C]</b> |                                  |
|----------|--|-----------------------------------|----------------------------------|
| <b>A</b> | DROITS PERÇUS  | 249.544 €                         |                                  |
| <b>B</b> | DÉDUCTIONS EFFECTUÉES SUR LES DROITS PERÇUS POUR FINANCER LES FRAIS DE GESTION | 47.791 €                          |                                  |
| <b>C</b> | PRODUITS FINANCIERS ENCAISSÉS PROVENANT DE LA GESTION DES DROITS PERÇUS        | -                                 |                                  |
| <b>D</b> | DROITS EN ATTENTE DE PERCEPTION  | 1.213 €                           |                                  |
| <b>E</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS   | 413.298 €                         |                                  |
| <b>F</b> | DROITS PAYÉS   | 499.119 €                         |                                  |
| <b>G</b> | TOTAL DES DROITS PERÇUS NON ENCORE RÉPARTIS                                    | 984.009 €                         |                                  |
| <b>H</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   | DROITS NON RÉPARTIS RÉSERVÉS      | DROITS NON RÉPARTIS NON RÉSERVÉS |
|          | 2022   | - €                               | 198.233 €                        |
|          | 2021   | 33.440 €                          | 11.964 €                         |
|          | 2020   | 18.380 €                          | 36.081 €                         |
|          | 2019   | 14.065 €                          | 249.353 €                        |
|          | 2018   | 57.815 €                          | 24.029 €                         |
|          | 2017   | 175.327 €                         | 44.775 €                         |
|          | 2016   | 3.746 €                           | 41.357 €                         |
|          | 2015   | 3.730 €                           | 17.583 €                         |
|          | 2014   | 3.603 €                           | 15.323 €                         |
|          | 2013   | 4.056 €                           | 7.921 €                          |
|          | 2012   | 4.393 €                           | 6.225 €                          |
|          | 2011   | - 1 €                             | 3.500 €                          |
|          | 2010   | - 0 €                             | 9.111 €                          |
|          | 2009   | - €                               | - €                              |
|          | 2008   | - €                               | - €                              |
|          | 2007   | - €                               | - €                              |
|          | 2006   | - €                               | - €                              |
|          | 2005   | - €                               | - €                              |
|          | 2004   | - €                               | - €                              |
|          | 2003   | - €                               | - €                              |
|          | 2002   | - €                               | - €                              |
| <b>I</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS EN ATTENTE DE PAIEMENT                                  | 102.806 €                         |                                  |
| <b>J</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   |                                   |                                  |
|          | 2022   | 32.111 €                          |                                  |
|          | 2021   | 19.873 €                          |                                  |
|          | 2020   | 12.326 €                          |                                  |
|          | 2019   | 5.954 €                           |                                  |
|          | 2018   | 17.375 €                          |                                  |
|          | 2017   | 3.790 €                           |                                  |
|          | 2016   | 6.585 €                           |                                  |
|          | 2015   | 2.508 €                           |                                  |
|          | 2014   | 628 €                             |                                  |
|          | 2013   | 1.167 €                           |                                  |
|          | 2012   | 253 €                             |                                  |
|          | 2011   | 236 €                             |                                  |
|          | 2010   | - €                               |                                  |
|          | 2009   | - €                               |                                  |
| <b>K</b> | TOTAL DES SOMMES NON RÉPARTISSABLES  | -                                 |                                  |

**ARTICLE 23: PARTIE 2 - FRAIS DE GESTION - COMMUNICATION PUBLIQUE**

|          |  | <b>COMMUNICATION PUBLIQUE</b> |
|----------|--|-------------------------------|
| <b>A</b> | TOTAL DES FRAIS*   | 47.791 €                      |
| <b>B</b> | FRAIS LIÉS À LA GESTION DE DROITS*                                 | 47.116 €                      |
| <b>C</b> | RATIO = MONTANT DE LA LIGNE B/DROITS PERÇUS AU COURS DE L'EXERCICE | 18,88%                        |

\* (Y INCLUS LES FRAIS FINANCIERS)

**ARTICLE 23: PARTIE 1 - LES DROITS - RETRANSMISSION PAR CÂBLE**

|          |  | <b>RETRANSMISSION PAR CÂBLE [I]</b> |                                  |
|----------|--|-------------------------------------|----------------------------------|
| <b>A</b> | DROITS PERÇUS  | 3.229.820 €                         |                                  |
| <b>B</b> | DÉDUCTIONS EFFECTUÉES SUR LES DROITS PERÇUS POUR FINANCER LES FRAIS DE GESTION | 244.505 €                           |                                  |
| <b>C</b> | PRODUITS FINANCIERS ENCAISSÉS PROVENANT DE LA GESTION DES DROITS PERÇUS        | -                                   |                                  |
| <b>D</b> | DROITS EN ATTENTE DE PERCEPTION  | 507.426 €                           |                                  |
| <b>E</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS   | 2.740.932 €                         |                                  |
| <b>F</b> | DROITS PAYÉS   | 2.839.902 €                         |                                  |
| <b>G</b> | TOTAL DES DROITS PERÇUS NON ENCORE RÉPARTIS                                    | 6.291.638 €                         |                                  |
| <b>H</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   | DROITS NON RÉPARTIS RÉSERVÉS        | DROITS NON RÉPARTIS NON RÉSERVÉS |
|          | 2022   | 202.260 €                           | 1.847.438 €                      |
|          | 2021   | 684.580 €                           | 446.776 €                        |
|          | 2020   | 680.710 €                           | 300.757 €                        |
|          | 2019   | 639.787 €                           | 209.383 €                        |
|          | 2018   | 763.810 €                           | 190.323 €                        |
|          | 2017   | 131.122 €                           | 25.983 €                         |
|          | 2016   | 4.294 €                             | 22.579 €                         |
|          | 2015   | 6.406 €                             | 24.471 €                         |
|          | 2014   | 4.956 €                             | 25.019 €                         |
|          | 2013   | 5.292 €                             | 5.963 €                          |
|          | 2012   | 4.400 €                             | 4.252 €                          |
|          | 2011   | - 1 €                               | 10.452 €                         |
|          | 2010   | - €                                 | 29.873 €                         |
|          | 2009   | - €                                 | 2.123 €                          |
|          | 2008   | - €                                 | 4.112 €                          |
|          | 2007   | - €                                 | 5.446 €                          |
|          | 2006   | - €                                 | 494 €                            |
|          | 2005   | - €                                 | 1.141 €                          |
|          | 2004   | - €                                 | 6.116 €                          |
|          | 2003   | - €                                 | 1.119 €                          |
|          | 2002   | - €                                 | 1.191 €                          |
| <b>I</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS EN ATTENTE DE PAIEMENT                                  | 855.602 €                           |                                  |
| <b>J</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   |                                     |                                  |
|          | 2022   | 708.842 €                           |                                  |
|          | 2021   | 65.602 €                            |                                  |
|          | 2020   | 23.487 €                            |                                  |
|          | 2019   | 20.610 €                            |                                  |
|          | 2018   | 4.314 €                             |                                  |
|          | 2017   | 8.789 €                             |                                  |
|          | 2016   | 11.875 €                            |                                  |
|          | 2015   | 8.758 €                             |                                  |
|          | 2014   | 684 €                               |                                  |
|          | 2013   | 833 €                               |                                  |
|          | 2012   | 748 €                               |                                  |
|          | 2011   | 764 €                               |                                  |
|          | 2010   | 114 €                               |                                  |
|          | 2009   | 181 €                               |                                  |
| <b>K</b> | TOTAL DES SOMMES NON RÉPARTISSABLES  | -                                   |                                  |

**ARTICLE 23: PARTIE 2 - FRAIS DE GESTION - RETRANSMISSION PAR CÂBLE**

|          |  | <b>RETRANSMISSION PAR CÂBLE</b> |
|----------|--|---------------------------------|
| <b>A</b> | TOTAL DES FRAIS*   | 244.505 €                       |
| <b>B</b> | FRAIS LIÉS À LA GESTION DE DROITS*                                 | 241.049 €                       |
| <b>C</b> | RATIO = MONTANT DE LA LIGNE B/DROITS PERÇUS AU COURS DE L'EXERCICE | 7,46%                           |

\* (Y INCLUS LES FRAIS FINANCIERS)



**ARTICLE 23: PARTIE 1 - LES DROITS - RÉNUMÉRATION ÉQUITABLE**

|          |  | <b>RÉNUMÉRATION ÉQUITABLE [R]</b> |                                  |
|----------|--|-----------------------------------|----------------------------------|
| <b>A</b> | DROITS PERÇUS  | 14.736.670 €                      |                                  |
| <b>B</b> | DÉDUCTIONS EFFECTUÉES SUR LES DROITS PERÇUS POUR FINANCER LES FRAIS DE GESTION | 2.602.831 €                       |                                  |
| <b>C</b> | PRODUITS FINANCIERS ENCAISSÉS PROVENANT DE LA GESTION DES DROITS PERÇUS        | -                                 |                                  |
| <b>D</b> | DROITS EN ATTENTE DE PERCEPTION  | 257.961 €                         |                                  |
| <b>E</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS   | 8.894.046 €                       |                                  |
| <b>F</b> | DROITS PAYÉS   | 9.569.572 €                       |                                  |
| <b>G</b> | TOTAL DES DROITS PERÇUS NON ENCORE RÉPARTIS                                    | 17.351.038 €                      |                                  |
| <b>H</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   | DROITS NON RÉPARTIS RÉSERVÉS      | DROITS NON RÉPARTIS NON RÉSERVÉS |
|          | 2022   | 72.310 €                          | 11.282.916 €                     |
|          | 2021   | 1.114.350 €                       | 976.891 €                        |
|          | 2020   | 889.160 €                         | 483.180 €                        |
|          | 2019   | 795.350 €                         | 93.241 €                         |
|          | 2018   | 561.449 €                         | 138.663 €                        |
|          | 2017   | 484.480 €                         | 93.011 €                         |
|          | 2016   | 9.580 €                           | 54.573 €                         |
|          | 2015   | 9.314 €                           | 50.311 €                         |
|          | 2014   | 9.030 €                           | 50.937 €                         |
|          | 2013   | 9.639 €                           | 28.716 €                         |
|          | 2012   | 10.450 €                          | 20.720 €                         |
|          | 2011   | - 1 €                             | 14.716 €                         |
|          | 2010   | - €                               | 29.415 €                         |
|          | 2009   | - €                               | 21.619 €                         |
|          | 2008   | - €                               | 16.491 €                         |
|          | 2007   | - €                               | 9.164 €                          |
|          | 2006   | - €                               | 9.446 €                          |
|          | 2005   | - €                               | 24.970 €                         |
|          | 2004   | - €                               | 5.035 €                          |
|          | 2003   | - €                               | 5.225 €                          |
|          | 2002   | - €                               | 6.118 €                          |
| <b>I</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS EN ATTENTE DE PAIEMENT                                  | 1.273.995 €                       |                                  |
| <b>J</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   |                                   |                                  |
|          | 2022   | 782.326 €                         |                                  |
|          | 2021   | 225.501 €                         |                                  |
|          | 2020   | 98.938 €                          |                                  |
|          | 2019   | 43.247 €                          |                                  |
|          | 2018   | 43.802 €                          |                                  |
|          | 2017   | 14.852 €                          |                                  |
|          | 2016   | 24.976 €                          |                                  |
|          | 2015   | 16.577 €                          |                                  |
|          | 2014   | 8.646 €                           |                                  |
|          | 2013   | 4.669 €                           |                                  |
|          | 2012   | 3.798 €                           |                                  |
|          | 2011   | 4.755 €                           |                                  |
|          | 2010   | 1.217 €                           |                                  |
|          | 2009   | 693 €                             |                                  |
| <b>K</b> | TOTAL DES SOMMES NON RÉPARTISSABLES  | -                                 |                                  |

**ARTICLE 23: PARTIE 2 - FRAIS DE GESTION - RÉNUMÉRATION ÉQUITABLE**

|          |  | <b>RÉNUMÉRATION ÉQUITABLE</b> |
|----------|--|-------------------------------|
| <b>A</b> | TOTAL DES FRAIS*   | 2.602.831 €                   |
| <b>B</b> | FRAIS LIÉS À LA GESTION DE DROITS*                                 | 2.566.050 €                   |
| <b>C</b> | RATIO = MONTANT DE LA LIGNE B/DROITS PERÇUS AU COURS DE L'EXERCICE | 17,41%                        |

\* (Y INCLUS LES FRAIS FINANCIERS)

## ARTICLE 23: PARTIE 1 - LES DROITS - PRÊT PUBLIC

|          |  | <u>PRÊT PUBLIC [S]</u>          |                                     |
|----------|--|---------------------------------|-------------------------------------|
| <b>A</b> | DROITS PERÇUS  | 46.096 €                        |                                     |
| <b>B</b> | DÉDUCTIONS EFFECTUÉES SUR LES DROITS PERÇUS POUR FINANCER LES FRAIS DE GESTION | 3.383 €                         |                                     |
| <b>C</b> | PRODUITS FINANCIERS ENCAISSÉS PROVENANT DE LA GESTION DES DROITS PERÇUS        | -                               |                                     |
| <b>D</b> | DROITS EN ATTENTE DE PERCEPTION  | -                               |                                     |
| <b>E</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS   | 35.013 €                        |                                     |
| <b>F</b> | DROITS PAYÉS   | 47.562 €                        |                                     |
| <b>G</b> | TOTAL DES DROITS PERÇUS NON ENCORE RÉPARTIS                                    | 57.677 €                        |                                     |
| <b>H</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   | DROITS NON RÉPARTIS<br>RÉSERVÉS | DROITS NON RÉPARTIS<br>NON RÉSERVÉS |
|          | 2022   | 7.020 €                         | 4.218 €                             |
|          | 2021   | 7.540 €                         | 1.450 €                             |
|          | 2020   | 7.490 €                         | 2.075 €                             |
|          | 2019   | 4.993 €                         | 1.265 €                             |
|          | 2018   | 5.491 €                         | 1.322 €                             |
|          | 2017   | 4.788 €                         | 431 €                               |
|          | 2016   | 5.498 €                         | 486 €                               |
|          | 2015   | 136 €                           | 461 €                               |
|          | 2014   | 127 €                           | 511 €                               |
|          | 2013   | 105 €                           | 398 €                               |
|          | 2012   | 137 €                           | 203 €                               |
|          | 2011   | - €                             | 328 €                               |
|          | 2010   | - €                             | 496 €                               |
|          | 2009   | - €                             | 254 €                               |
|          | 2008   | - €                             | 454 €                               |
|          | 2007   | - €                             | - €                                 |
|          | 2006   | - €                             | - €                                 |
|          | 2005   | - €                             | - €                                 |
|          | 2004   | - €                             | - €                                 |
|          | 2003   | - €                             | - €                                 |
|          | 2002   | - €                             | - €                                 |
| <b>I</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS EN ATTENTE DE PAIEMENT                                  | 17.604 €                        |                                     |
| <b>J</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   |                                 |                                     |
|          | 2022   | 11.934 €                        |                                     |
|          | 2021   | 1.880 €                         |                                     |
|          | 2020   | 649 €                           |                                     |
|          | 2019   | 621 €                           |                                     |
|          | 2018   | 1.201 €                         |                                     |
|          | 2017   | 40 €                            |                                     |
|          | 2016   | 445 €                           |                                     |
|          | 2015   | 7 €                             |                                     |
|          | 2014   | 63 €                            |                                     |
|          | 2013   | 77 €                            |                                     |
|          | 2012   | 74 €                            |                                     |
|          | 2011   | 26 €                            |                                     |
|          | 2010   | 562 €                           |                                     |
|          | 2009   | 24 €                            |                                     |
| <b>K</b> | TOTAL DES SOMMES NON RÉPARTISSABLES  | -                               |                                     |

## ARTICLE 23: PARTIE 2 - FRAIS DE GESTION - PRÊT PUBLIC

|          |  | <u>PRÊT PUBLIC</u> |
|----------|--|--------------------|
| <b>A</b> | TOTAL DES FRAIS*   | 3.383 €            |
| <b>B</b> | FRAIS LIÉS À LA GESTION DE DROITS*                                 | 3.336 €            |
| <b>C</b> | RATIO = MONTANT DE LA LIGNE B/DROITS PERÇUS AU COURS DE L'EXERCICE | 7,24%              |

\* (Y INCLUS LES FRAIS FINANCIERS)

**ARTICLE 23: PARTIE 1 - LES DROITS - COPIE PRIVÉE**

|          |  | <b>COPIE PRIVÉE [T]</b>         |                                     |
|----------|--|---------------------------------|-------------------------------------|
| <b>A</b> | DROITS PERÇUS  | 2.661.021 €                     |                                     |
| <b>B</b> | DÉDUCTIONS EFFECTUÉES SUR LES DROITS PERÇUS POUR FINANCER LES FRAIS DE GESTION | 146.139 €                       |                                     |
| <b>C</b> | PRODUITS FINANCIERS ENCAISSÉS PROVENANT DE LA GESTION DES DROITS PERÇUS        | -                               |                                     |
| <b>D</b> | DROITS EN ATTENTE DE PERCEPTION  | -                               |                                     |
| <b>E</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS   | 2.112.324 €                     |                                     |
| <b>F</b> | DROITS PAYÉS   | 2.608.728 €                     |                                     |
| <b>G</b> | TOTAL DES DROITS PERÇUS NON ENCORE RÉPARTIS                                    | 1.484.348 €                     |                                     |
| <b>H</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   | DROITS NON RÉPARTIS<br>RÉSERVÉS | DROITS NON RÉPARTIS<br>NON RÉSERVÉS |
|          | 2022   | 176.850 €                       | 399.619 €                           |
|          | 2021   | 199.280 €                       | 98.723 €                            |
|          | 2020   | 152.620 €                       | 81.847 €                            |
|          | 2019   | 115.588 €                       | 28.188 €                            |
|          | 2018   | 100.293 €                       | 48.067 €                            |
|          | 2017   | 1.940 €                         | 10.558 €                            |
|          | 2016   | 2.025 €                         | 9.698 €                             |
|          | 2015   | 2.463 €                         | 10.706 €                            |
|          | 2014   | 3.434 €                         | 9.858 €                             |
|          | 2013   | 3.237 €                         | 6.082 €                             |
|          | 2012   | 0 €                             | 4.921 €                             |
|          | 2011   | - €                             | 5.268 €                             |
|          | 2010   | - €                             | 1.449 €                             |
|          | 2009   | - €                             | 1.929 €                             |
|          | 2008   | - €                             | 1.893 €                             |
|          | 2007   | - €                             | 1.758 €                             |
|          | 2006   | - €                             | 1.940 €                             |
|          | 2005   | - €                             | 1.807 €                             |
|          | 2004   | - €                             | 1.075 €                             |
|          | 2003   | - €                             | 243 €                               |
|          | 2002   | - €                             | 992 €                               |
| <b>I</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS EN ATTENTE DE PAIEMENT                                  | 471.209 €                       |                                     |
| <b>J</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   |                                 |                                     |
|          | 2022   | 354.736 €                       |                                     |
|          | 2021   | 57.634 €                        |                                     |
|          | 2020   | 15.997 €                        |                                     |
|          | 2019   | 11.128 €                        |                                     |
|          | 2018   | 13.669 €                        |                                     |
|          | 2017   | 2.718 €                         |                                     |
|          | 2016   | 9.138 €                         |                                     |
|          | 2015   | 1.537 €                         |                                     |
|          | 2014   | 624 €                           |                                     |
|          | 2013   | 2.836 €                         |                                     |
|          | 2012   | 1.144 €                         |                                     |
|          | 2011   | 1.315 €                         |                                     |
|          | 2010   | 1.293 €                         |                                     |
|          | 2009   | 26 €                            |                                     |
| <b>K</b> | TOTAL DES SOMMES NON RÉPARTISSABLES  | -                               |                                     |

**ARTICLE 23: PARTIE 2 - FRAIS DE GESTION - COPIE PRIVÉE**

|          |  | <b>COPIE PRIVÉE</b> |
|----------|--|---------------------|
| <b>A</b> | TOTAL DES FRAIS*   | 146.139 €           |
| <b>B</b> | FRAIS LIÉS À LA GESTION DE DROITS*                                 | 144.074 €           |
| <b>C</b> | RATIO = MONTANT DE LA LIGNE B/DROITS PERÇUS AU COURS DE L'EXERCICE | 5,41%               |

\* (Y INCLUS LES FRAIS FINANCIERS)

**ARTICLE 23: PARTIE 1 - LES DROITS - ENSEIGNEMENT & RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

|          |  | <b>ENSEIGNEMENT &amp; RECHERCHE SCIENTIFIQUE [V]</b> |                                  |
|----------|--|--|----------------------------------|
| <b>A</b> | DROITS PERÇUS  | 27.514 €   |                                  |
| <b>B</b> | DÉDUCTIONS EFFECTUÉES SUR LES DROITS PERÇUS POUR FINANCER LES FRAIS DE GESTION | 2.020 €  |                                  |
| <b>C</b> | PRODUITS FINANCIERS ENCAISSÉS PROVENANT DE LA GESTION DES DROITS PERÇUS        | -  |                                  |
| <b>D</b> | DROITS EN ATTENTE DE PERCEPTION  | -  |                                  |
| <b>E</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS   | -  |                                  |
| <b>F</b> | DROITS PAYÉS   | -  |                                  |
| <b>G</b> | TOTAL DES DROITS PERÇUS NON ENCORE RÉPARTIS                                    | 25.494 €   |                                  |
| <b>H</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   | DROITS NON RÉPARTIS RÉSERVÉS                         | DROITS NON RÉPARTIS NON RÉSERVÉS |
|          | 2022   | - €  | 25.494 €                         |
|          | 2021   | - €  | - €                              |
|          | 2020   | - €  | - €                              |
|          | 2019   | - €  | - €                              |
|          | 2018   | - €  | - €                              |
|          | 2017   | - €  | - €                              |
|          | 2016   | - €  | - €                              |
|          | 2015   | - €  | - €                              |
|          | 2014   | - €  | - €                              |
|          | 2013   | - €  | - €                              |
|          | 2012   | - €  | - €                              |
|          | 2011   | - €  | - €                              |
|          | 2010   | - €  | - €                              |
|          | 2009   | - €  | - €                              |
|          | 2008   | - €  | - €                              |
|          | 2007   | - €  | - €                              |
|          | 2006   | - €  | - €                              |
|          | 2005   | - €  | - €                              |
|          | 2004   | - €  | - €                              |
|          | 2003   | - €  | - €                              |
|          | 2002   | - €  | - €                              |
| <b>I</b> | DROITS PERÇUS RÉPARTIS EN ATTENTE DE PAIEMENT                                  | -  |                                  |
| <b>J</b> | ANNÉES DE PERCEPTION   |  |                                  |
|          | 2022   | - €  | - €                              |
|          | 2021   | - €  | - €                              |
|          | 2020   | - €  | - €                              |
|          | 2019   | - €  | - €                              |
|          | 2018   | - €  | - €                              |
|          | 2017   | - €  | - €                              |
|          | 2016   | - €  | - €                              |
|          | 2015   | - €  | - €                              |
|          | 2014   | - €  | - €                              |
|          | 2013   | - €  | - €                              |
|          | 2012   | - €  | - €                              |
|          | 2011   | - €  | - €                              |
|          | 2010   | - €  | - €                              |
|          | 2009   | - €  | - €                              |
| <b>K</b> | TOTAL DES SOMMES NON RÉPARTISSABLES  | -  |                                  |

**ARTICLE 23: PARTIE 2 - FRAIS DE GESTION - ENSEIGNEMENT & RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

|          |  | <b>ENSEIGNEMENT &amp; RECHERCHE</b> |
|----------|--|-------------------------------------|
| <b>A</b> | TOTAL DES FRAIS*   | 2.020 €                             |
| <b>B</b> | FRAIS LIÉS À LA GESTION DE DROITS*                                 | 1.991 €                             |
| <b>C</b> | RATIO = MONTANT DE LA LIGNE B/DROITS PERÇUS AU COURS DE L'EXERCICE | 7,24%                               |

\* (Y INCLUS LES FRAIS FINANCIERS)

## **5. Plafond de frais de fonctionnement de 15% (article XI.252 CDE / XI.256 CDE)**

Le pourcentage des coûts directs et indirects (moins les coûts refacturés à d'autres sociétés de gestion et les divers coûts récupérés) pour l'exercice 2022 est de **14,48%** des perceptions (perceptions comptabilisées qu'elles soient payées ou non). Un montant de 47 732,17 euros, correspondant à la contribution 2022 au fonds organique, est inclus dans les coûts. La combinaison de ce pourcentage de frais de fonctionnement exceptionnellement bas avec des perceptions élevées inédites, aboutit à un montant de droits à répartir historiquement haut (19 956 670,56 euros).

|                  | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> | <b>2022</b>   |
|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| <b>Evolution</b> | 18,83%      | 17,39%      | 15,29%      | 15,49%      | <b>14,48%</b> |

Il est à noter que le ratio défini à l'article XI.252 CDE précise que les charges de l'exercice clôturé, après déduction de la contribution au fonds organique, doivent être rapportées à la moyenne des droits perçus au cours des trois derniers exercices. L'application de cette formule porte le ratio à **15,19 %**. Il dépasse donc légèrement le plafond de 15 % de frais de fonctionnement. Malgré une baisse proportionnelle des coûts en 2022, ceux-ci ont augmenté en valeur absolue, d'autant plus que les perceptions et les coûts directs associés ont augmenté. C'est la combinaison de ces coûts absolus avec une moyenne inférieure des droits perçus, influencée par le corona, qui entraîne le dépassement du plafond.

| <b>CDE %</b>     | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> | <b>2022</b>   |
|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| <b>Evolution</b> | 18,63%      | 16,46%      | 14,01%      | 14,85%      | <b>15,19%</b> |

## **6. Informations complémentaires dans le rapport de gestion (article XI.248/6 du CDE)**

Vous trouverez ci-dessous les détails supplémentaires mentionnés dans le nouvel article XI.248/6 CDE :

1° Information sur les refus d'autorisation en vertu de l'art.XI.262 § 2 :Néant

2° Description de la structure juridique et de gouvernance de la société de gestion :

Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes entrant dans l'objet social de la société, à l'exception des pouvoirs légaux ou statutaires réservés à l'Assemblée Générale. Il n'existe pas de comité d'audit.

3° Informations sur les entités détenues ou contrôlées par la société de gestion :

La Simim ne possède ni ne contrôle aucune entité, que ce soit directement ou indirectement.

4° Informations sur les rémunérations versées aux personnes gérant les activités de la société de gestion :

Comme les années précédentes, aucune rémunération ou montant forfaitaire ni aucun avantage de quelque nature que ce soit n'ont été versés aux administrateurs en 2022. Le mandat du directeur général est rémunéré mais, pour des raisons de confidentialité, cette rémunération n'est pas publiée dans le rapport annuel et figure uniquement dans la déclaration annuelle afin d'éviter les conflits d'intérêts.

5° Informations sur la non répartition dans le délai fixé à l'article XI.252 §1er, deuxièmealinéa :

La non répartition et, par conséquent, le non-paiement des « Droits perçus à répartir non réservés » dans le délai fixé sont dus à:

- \* des déclarations incomplètes et des renseignements manquants quant à l'utilisation de la musique, entre autres par certaines chaînes de télévision, des radios locales et des fournisseurs de musique d'ambiance;
- \* la vérification des données auprès des ayants droit;
- \* la complexité et la charge de travail de la répartition.

La Simim répartit conformément aux règles de répartition qui ont été établies et approuvées par les ayants droit. Ces règles déterminent l'utilisation d'un nombre très important de données (playlists de plus de quatre-vingt radios, renseignements des systèmes de musique d'ambiance, hitparades annuels, données statistiques sur les sources de musique utilisées par les débiteurs, données de marché...).

Le but de la répartition est de s'approcher le plus possible de l'utilisation effective de la musique et de donner suffisamment de détails aux ayants droit pour leur permettre, si nécessaire, de retoucher certains droits.

La répartition est effectuée pour une année complète. De nombreuses données sur l'année n ne sont disponibles que dans le courant de l'année n+1.

La répartition détaillée actuelle est établie à la demande et dans l'intérêt des ayants droit, qui privilégient une répartition détaillée plutôt qu'une répartition accélérée.

6° Informations sur les sommes non répartissables visées à l'article XI.254 :

L'Assemblée Générale du 22 juin 2022 a approuvé à l'unanimité la répartition des droits non répartissables, en tenant compte des provisions nécessaires. Un montant total net de 1 505 427,19 euros a été attribué aux ayants droit de la catégorie concernée après déduction des charges directes et indirectes imputées aux perceptions concernées.

Une proposition de répartition des droits non répartissables sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale de juin 2023 en vue de leur répartition en 2023.

7° Informations sur les relations avec d'autres sociétés de gestion ou organismes de gestion collective :

Il existe un contrat de prestation de services entre la Simim et Imagia. La gestion de la société de gestion Imagia a été confiée à la Simim.

La Simim est actionnaire (une action) et administratrice d'Auvibel.

La Simim a conclu un accord de coopération avec la Sabam (musique en entreprise, licence DJ et musique d'ambiance).

La Simim a conclu un accord de réciprocité avec les sociétés de gestion étrangères suivantes : GVL, PPL, SCPP, Sena, Soproq et SoundExchange.

## ***7. Perspectives pour 2023***

Les perspectives de perceptions pour 2023 ont été estimées à 24 163 738 euros.

## ***8. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice***

Aucun.

## ***9. Risques et incertitudes***

Les principales affaires judiciaires dans lesquelles la Simim est impliquée (l'État belge en ce qui concerne la copie privée et Telenet) suivent leur cours. Il y a également un certain nombre d'arrêts de la Cour européenne de justice, dont l'impact effectif continue d'être surveillé.

L'évaluation des actifs et des passifs ne comprend aucun élément dont l'incertitude est telle que des informations supplémentaires doivent être fournies dans le présent rapport.

## ***10. Activités en matière de recherche et de développement***

***Dans le domaine de la recherche et du développement, aucune activité n'a été exercée ou entamée au cours du dernier exercice.*** ***11. Affectation du résultat***

Le bénéfice de l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 s'élève à 18,53 euros. Le bénéfice reporté de l'exercice précédent étant de 47.991,23 euros, le bénéfice à affecter est de 48.009,76 euros. Le Conseil d'administration propose d'affecter le montant de 48.009,76 euros au bénéfice reporté.

## ***12. Approbation des comptes***

Compte tenu de ce qui précède, nous vous demandons d'approuver les comptes annuels et le rapport de gestion pour l'exercice 2022 dans leur intégralité.

### ***13. Décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes***

Nous vous demandons également de donner décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs fonctions au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2022.

Fait à Zaventem le 2 juin 2023,

Pour le Conseil d'administration,

Olivier Van Trimont  
Warner Music Benelux NV  
*Président*

Geert De Blaere  
N.E.W.S. NV  
*Vice-président*